Obama et nous.

Deux ou trois choses que peuvent dire les sciences sociales sur l'élection présidentielle américaine.

Par Le Comité de Rédaction d'EspacesTemps.net

Oui, nous pouvons…

Hervé Regnauld

Réagir à chaud dans un éditorial collectif à l'élection de B. Obama. Tout a été dit à ce sujet sauf ce qui nous intéresse en particulier à EspacesTemps.*net* : cet événement change-t-il aussi quelque chose à l'épistémologie des sciences de la société ? L'ensemble du comité de la revue s'est interrogé sur cette question apparemment un brin décalée. L'arrivée d'un tel personnage à la tête d'un tel État est, à l'évidence, l'objet d'une réflexion géopolitique, sociologique, historique… de grande ampleur. Ce nouvel objet va-t-il provoquer de nouvelles idées assez fortes pour que les sciences sociales en soient, elles aussi et en retour, changées ?

Nous proposons plusieurs lignes de pensées, qui traitent de l'impact en direct de l'élection sur des communautés locales, sur les votes et les stratégies d'habitations, sur les dates, les citoyens, les idées…

Ce nous, qui s'auto proclame auteur n'engage que nous, c'est à dire une vision partagée des sciences sociales… C'est une vision partagée qui n'est pas uniforme. Elle suscite dialogue et inter compréhension. Chaque texte est signé de son auteur mais c'est collectivement que nous avons suggéré pour chacun des nuances ou des modifications. Le « nous » n'est donc pas incompatible avec des signatures individuelles et ne signifie pas que « nous » pensons tous pareil, il signifie que « nous » sommes tous d'accord pour exprimer ces points de vues. Dès lors que ceci est précisé, le nous en question n'est pas un je fictif, pas davantage un moi collectif, c'est, dirait Deleuze, un agencement collectif d'énonciation, un système de multiplicités.

Ce « nous » qui nous justifie dans notre volonté d'explorer la dimension nouvelle que l'élection de B. Obama apporte à la pratique des sciences sociales cherche à signifier une réflexion collective et non normative… ce que EspacesTemps.*net* aspire à promouvoir depuis toujours.

Un index.

Véronique Mauron



Un proverbe chinois raconte qu'un idiot regardait fixement le doigt tendu d'un ami lui indiquant la lune. L'index engage une trajectoire : comme la flèche, il pointe sur une cible, sur ce qu'il faut regarder. Il évite à l'œil de se tromper, de s'égarer, de regarder de travers. La gestuelle de Barack Obama, durant la campagne électorale, a révélé, entre autres, un jeu d'index. Quelques photographies trouvées sur le Web se focalisent sur ce geste.

L'index ou l'indice, selon la terminologie sémiologique, permet de relier : il montre tout en articulant une relation entre un acteur et un référent. Signe d'ouverture, il pointe, opère une translation, un déplacement du regard. Signe réflexif, il se montre lui-même. Performatif, il engage une action, noue une relation, produit un événement.



En linguistique, l'index, nommé *shifter* par Jakobson, est un « embrayeur » qui se réfère aux circonstances de l'énonciation (je, ici, maintenant, ça…). Il constitue un élément de présence du locuteur dans l'énoncé, c'est-à-dire qu'il inscrit une intensité corporelle dans le discours. Non seulement l'index manifeste, élit, mais surtout il touche. Sèma du sôma, il fait se rencontrer le visuel et le tactile. Le *sens* (le sémiotique, le conceptuel) rencontre le *sens* (le sensoriel, voire le charnel). L'index pointé d'Obama, dans ses différentes postures, n'a-t-il pas orienté les regards vers un pôle fusionnel des émotions qui se sont traduites par cette élection « mondiale » ? Et c'est alors que resurgirait, dans l'inconscient fantasmé de notre culture, l'index le plus célèbre de l'histoire de l'art occidental, celui de Dieu dans la *Création du monde,*

peinte par Michel-Ange à Rome !

Obama : De la question raciale à la question sociale ?

Caroline Gallez

L'élection de Barak Obama à la présidence des États-Unis possède une force symbolique qui en fait un événement historique, un événement de portée mondiale de même ordre, par exemple, que la chute du mur de Berlin. Moins de cinquante ans après l'abolition des lois de ségrégation raciale et l'obtention du droit de vote par les Noirs américains (1965), un sénateur métis, fils d'un homme noir du Kenya et d'une femme blanche du Kansas, est élu au suffrage universel président des États-Unis. La force de ce symbole n'a pas échappé au sénateur John MacCain, qui salue dignement la victoire de son adversaire, rappelant qu'un siècle auparavant, la simple invitation par Théodore Roosevelt à la Maison-Blanche de Booker T. Washington, ancien esclave devenu porte-parole de la communauté noire américaine, avait fait scandale. Certains observateurs commentent la victoire d'Obama comme celle « qui consacre le succès de la lutte pour les droits civiques aux États-Unis depuis cinquante ans » (Manning Marable, professeur de sciences politiques à l'Université de Columbia, Libération, le 6 novembre 2008). Cet événement impensable est (surtout ?) une preuve éclatante de l'évolution de la société américaine, dont beaucoup d'observateurs étrangers ont mésestimé l'ouverture, l'inventivité et les capacités de changement, en assimilant l'Amérique à la politique brutale et conservatrice de G. W. Bush.

Barak Obama, pourtant, ne s'est jamais présenté comme le candidat des minorités. La manière dont il s'adresse au peuple américain dans son ensemble en le faisant acteur de son propre changement : « Yes, we can », dont il transforme son élection en victoire collective avant même d'évoquer l'ampleur du changement survenu depuis l'abolition de l'esclavage et les mouvements de lutte contre les droits civiques (discours du 4 novembre 2008, à Chicago) indiquent sa volonté d'échapper à toute assignation identitaire, dans une posture que nombre de commentateurs qualifient de « post-raciale ».

Que ce discours et ce positionnement aient contribué à son succès signifient sans nul doute que les termes de la question raciale ont profondément évolué et que les lignes de fracture sur lesquelles s'est construite la société américaine se sont déplacées. Néanmoins, ainsi qu'Obama le rappelle au cours du seul discours qu'il consacra entièrement à la question raciale, ces changements ne signifient nullement que la race ne continue pas d'expliquer la persistance d'inégalités entre Blancs et Noirs dans la société américaine : « […] la race est une question que

notre pays ne peut se permettre d'ignorer […]. Nous devons absolument nous souvenir que beaucoup des disparités qui existent aujourd'hui au sein de la communauté afro-américaine trouvent directement leur origine dans les inégalités transmises par une génération qui a souffert de l'héritage brutal de l'esclavage et du racisme » (discours du 18 mars 2008, à Philadelphie). Tout en prononçant ce discours de reconnaissance des discriminations, il souligne les limites qui consisteraient à persister dans ces « blocages raciaux ». Ce faisant, il tente de redonner de l'importance à la question sociale face à des revendications et à des politiques identitaires encore fortement dominantes dans la société américaine.

« Parler de question sociale ou de question raciale, ou des deux à la fois, c'est aborder la manière dont la société se présente à elle-même », écrivaient Eric Fassin et Didier Fassin, dans l'introduction d'un ouvrage collectif publié en 2006, et intitulé *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française*. Prenant prétexte de la récente racialisation des débats de société en France (cf. le débat sur le voile islamique) et d'une demande croissante de reconnaissance et de lutte contre les discriminations (cf. création de la Haute autorité de la lutte contre les discriminations raciales en 2004), ils convoquaient alors un collectif de chercheurs autour de la nécessaire réintroduction de la question raciale dans le champ de la recherche française. À cette occasion, ils soulignaient la responsabilité des sciences sociales « non pas au sens où celles et ceux qui s'en réclament seraient tenus de commenter ou de s'engager, mais au sens où ce qu'ils disent comme ce qu'ils ne disent pas contribue à la représentation que la société se fait d'elle-même ou de ses membres ».

Relire cet ouvrage à l'occasion des élections américaines, choisir parmi l'abondante littérature parue en France après les émeutes des banlieues de l'automne 2005, participe de cette démarche réflexive. Le rapprochement entre la France et les États-Unis montre combien les rapports entre question sociale et question raciale se posent de manière différente dans les deux pays. Ces écarts se mesurent tant dans la formulation des revendications politiques (reconnaissance identitaire aux États-Unis, reconnaissance des minorités en France) que dans les dispositifs concrets de représentation et de mesure des inégalités (l'impensé de la question raciale en France se traduisant par l'absence de sources statistiques fiables permettant de mesurer les discriminations, cf. article de Joan Stavo-Debauge). On ne peut qu'être frappé de la concomitance de deux mouvements à première vue inversés : l'importance nouvelle accordée aux États-Unis à la prise en compte des inégalités sociales dans une société historiquement constituée autour des grandes lignes de fractures raciales ; la montée en puissance de la question raciale en France, jusqu'à présent écartée au profit de la défense de l'idéal égalitaire républicain. Toute réduction des histoires française et américaine aux mouvements inversés de

balanciers passant d'un paradigme dominant à un autre serait assurément abusive. Les analyses des sociologues, des ethnologues, des historiens, des philosophes du politique, démontrent à la fois le poids des contextes historiques tout en soulignant la complexité de la transmission de leurs héritages. Il reste qu'il y aura sans doute beaucoup à apprendre du croisement de ces trajectoires, tant sur l'articulation des questions sociales et raciales que sur la compréhension de leurs dynamiques.

Une élection historique ?

Igor Moullier

De 1932 à 1968, les démocrates ont occupé la présidence pendant 28 années sur 36. À l'inverse, de 1968 à 2008, les républicains ont régné 28 ans sur 40. L'élection d'Obama marque-t-elle un retournement de tendance ? Deux universitaires américains, Morley Winograd et Michael D. Hals, estiment qu'elle marque la prise de pouvoir de la « génération du millénaire », née entre 1982 et 2003 (*Millenial Makeover : MySpace, YouTube and the Future of American Politics*, Rutgers University Press, 2008). L'élection d'Obama a en effet été marquée par une forte mobilisation des jeunes, mais aussi des minorités (noirs, latinos). Le vote des femmes et des villes lui a également été favorable. À l'inverse, le ticket MacCain-Palin, malgré une campagne souvent hésitante et l'héritage calamiteux des années Bush, a gardé les bases de l'électorat conservateur dans l'Amérique du centre et du sud. Son score (47%, soit le même que celui de Ségolène Royal en 2007) peut être considéré comme honorable : il ne témoigne pas en tout cas d'un effondrement. La fracture des *culture wars* n'est peut-être pas refermée.

Aussi tentant qu'il puisse être de penser que l'élection d'Obama est « historique », le rôle des sciences sociales doit aussi être de garder un certain recul face à l'événement. L'équipe qui se dessine autour d'Obama est constituée en majorité d'anciens de l'époque Clinton, de la même manière que l'équipe Bush était contrôlée d'anciens conseillers de Bush père, comme Dick Cheney. La double hypothèque de la situation militaire et financière restreindra fortement les choix initiaux. Rien n'indique encore qu'Obama sera un président de rupture. Ses discours électoraux ont été marqués par une grande prudence. Un facteur d'optimisme serait l'« effet-Monde », si Obama prend en compte les attentes de l'opinion mondiale, exprimées par exemple lors de son voyage en Allemagne. Mais il sera contrebalancé par l'« effet Amérique » : le comportement des parlementaires démocrates sera à cet égard déterminant.

L'intérêt du reste du Monde pour l'élection d'Obama ne tient pas seulement à sa portée symbolique. Économiquement et militairement, les décisions qu'il va prendre affecteront tous les citoyens du monde. Une raison de plus pour suivre avec attention l'évolution de sa présidence.

Urbum et Orbis.

Jacques Lévy

Une des caractéristiques remarquables de l'élection qui a vu la victoire de Barack Obama réside dans une géographie des votes fortement reliée aux gradients d'urbanité. Jamais dans l'histoire politique américaine, on n'avait observé une telle polarisation d'un des camps sur les centres urbains. Ainsi Obama l'emporte-t-il facilement dans les grandes villes des États qu'il perd pourtant nettement : 41,6% dans le Tennessee mais 63,1% à Memphis. Dans le Kansas, seuls trois comtés sur cent-cinq ont choisi Obama, parmi lesquels celui de Kansas City, où il fait 69,4%. Et même dans les plus petites : il fait 38,7% en Alabama, mais 52,1% à Birmingham et 59,4% à Montgomery ? la ville de Rosa Parks. Il conquiert la majorité dans les quatre grandes villes texanes, Dallas, Houston, Austin et San Antonio. C'est Miami qui lui fait gagner la Floride et Denver, le Colorado. Dans les États de la Rust Belt, comme l'Indiana, l'Ohio ou la Pennsylvanie, ce sont là aussi quelques grandes villes qui font basculer la majorité pour Obama alors que la grande majorité des comtés lui reste souvent hostile. Quant aux zones centrales des métropoles, c'est le raz-de-marée : 69% à Los Angeles, 75% à Chicago, 77% à Boston, 83% à Philadelphie, 85% à San Francisco et à Manhattan, 88% dans le Bronx, 93% à Washington. Sur l'ensemble des villes-centres des onze principales métropoles, Obama obtient une moyenne de 71%, un chiffre à comparer au 53% de son score national, pourtant déjà très confortable au regard des précédentes élections présidentielles.

À l'échelle du pays, cette dimension spatiale n'est pas qu'une expression symbolique : l'émulsion dynamique entre les plus démunis en capital économique et les mieux dotés en capital culturel se fait aussi *quelque part*, dans les villes que, justement, ces catégories sociales ont recommencé à habiter ensemble. Et cela ne se fait pas par hasard mais parce qu'une partie significative de la « classe moyenne » nord-américaine adhère désormais fortement aux valeurs de l'urbanité. Ceux qui, en nombre croissant, se sont réconciliés avec la densité et la diversité, avec l'espace public et les transports publics, ont changé, en deux décennies, le visage des grandes villes nord-américaines. L'*Urban Renaissance*, volontiers brocardée par les urbanologues urbaphobes qui, obsédés par la « gentrification », se sont rendus aveugles à la force propulsive que représente le *droit à la ville*, se manifeste aujourd'hui de manière spectaculaire dans le paysage politique. Le

groupe de plusieurs dizaines de millions de personnes qui a signé, par son choix d'habitat, un nouveau contrat d'urbanité incluant aussi un contrat social, met en pratique une manière renouvelée de faire société, parfaitement antinomique avec celle de la complicité tératogène de tous les communautarismes, qui a fait les beaux jours d'un certain type de vie politique aux États-Unis. Le message « post-racial » d'Obama a été sur ce point tout à fait clair : c'est tous ensemble ou rien. La ville rassemblée, où l'on cesse de confondre bien *collectif* et bien *public*, se situe à l'inverse du « *parochial space* », fondé sur l'interconnaissance et le rejet de l'altérité. Cette dernière approche a été représentée dans l'élection par John McCain, mais aussi, jusqu'à un certain point, par le type d'alliance qu'Hillary Clinton avait tenté de mettre sur pied pour barrer la route à Obama. Deux interprétations divergentes du « rêve américain » se sont affrontées et c'est celle qui se situe au sein du paradigme de la *société des individus*, incarnée et relancée par la ville, qui l'a emporté.

Une autre échelle, fortement reliée elle aussi au projet de la société des individus, caractérise également l'élection du 4 novembre 2008. Ce dont Abraham Lincoln, Woodrow Wilson, Franklin Roosevelt et John Kennedy ne pouvaient même pas rêver, Barack Obama l'a fait avant même d'entrer en fonction : il aura été l'élu du Monde, et c'est une première. Cette hypothèse se vérifie par les résultats mais aussi par l'existence même des multiples sondages réalisés dans différents pays du Monde et, plus généralement par les mobilisations typiquement électorales auxquelles nous avons assisté (*cf.* à ce sujet Marc Dumont, 2008). Les valeurs sont ici tout aussi spectaculaires que dans les grandes villes américaines, avec des scores en général compris entre 70 et 90% pour Obama en Europe mais aussi ailleurs (voir par exemple The Global Presidential Poll). Avec Al Gore (2000) et surtout John Kerry (2004), le Monde avait déjà son candidat, mais il a été battu. Ce qui s'est passé cette fois-ci correspond à la construction progressive d'une nouvelle *localisation* pour les États-Unis.

Du fait de l'association entre la mondialité de la société américaine et la puissance de son État, les États-Unis se trouvent inévitablement investis par les acteurs de la société-Monde de responsabilités planétaires alors même que leurs institutions sont organisées à l'échelle nationale. Dans cet agencement contradictoire, la tentation est permanente pour un président états-unien d'ignorer les demandes du monde extérieur, puisque ce sont ses seuls concitoyens qui peuvent l'élire ou le réélire. Ces dernières années, cependant, le président des États-Unis a joué contre le Monde et il a perdu et fait perdre son pays, sur tous les tableaux. Il s'agit là d'une « leçon » intéressante car, même s'il est aventuré de la généraliser, elle a été délivrée dans des conditions expérimentales assez limpides. Face à un problème mondial exprimé en 2001 par le 11 Septembre, le gouvernement américain, soutenu pendant un certain temps par sa société, a

choisi d'ignorer la solidarité que le Monde lui offrait et a bafoué sans vergogne les différentes valeurs qui faisaient sa légitimité à l'extérieur. À certains égards, quoiqu'avec des acteurs plus nombreux et une temporalité différente, la crise financière représente aussi l'échec final d'un certain type d'attitude d'inattention au monde extérieur dès lors qu'il contient une dimension critique.

Le président George W. Bush a fait ses choix avec l'objectif d'accroître son capital de légitimité interne, mais au nom d'une idéologie plus messianique que nationaliste. Il ne s'agissait pas d'une posture à proprement parler néo-impériale (« réaliste »-conservatrice) mais relevait plutôt d'une attitude « idéaliste »-conservatrice ? une étrangeté dont l'exact symétrique est le point de vue « réaliste »-progressiste, bien représenté dans la partie de la gauche européenne qui s'oppose systématiquement à l'usage de la force contre les auteurs de crimes contre l'humanité. Cette contradiction fondatrice s'explicite par la difficulté pour un président des États-Unis du début de 21e siècle de ne pas être aussi, jusqu'à un certain point, président du Monde et par l'impossibilité du président du Monde d'ignorer les opinions de ceux qu'il gouverne. Du coup, le président des États-Unis ne peut plus vraiment être réaliste (il doit se légitimer hors de son territoire) et, ce faisant, il ne peut plus être conservateur (il doit promouvoir des valeurs dont la vocation universelle doit être construite et projetée avec les intéressés).

Cela n'est pas tout à fait nouveau : cette problématique fait partie du tableau de bord de n'importe quel président des États-Unis depuis la fin de la première guerre mondiale. Ce qui a changé, peut-être, c'est que cette contrainte n'est plus débrayable dans un isolationnisme agressif ou dans un unilatéralisme arrogant. Cela s'est traduit, par exemple, dans le fait que le candidat Obama s'est tout de suite adressé au Monde et que celui-ci a immédiatement montré qu'il n'attendait que cela. Même si cet événement prend sa force au moins autant dans le rejet que dans le projet, il laissera des traces : le nouveau président va devoir gérer ce nouveau système de représentation qui couple fortement les horizons d'attente du peuple-« Amérique » et ceux du peuple-Monde.

Le président des villes et du Monde : un nouvel espace légitime est né.

11 Septembre/4 Novembre : une aspiration à la refondation.

Marc Dumont

Pour quelles raisons l'élection américaine a-t-elle constitué un événement mondial ? Sans doute, parce qu'elle déverrouille l'acte scellé par les attentats contre les tours du World Trade Center,

l'épreuve la plus redoutable que le Monde ? réalité sociétale ? ait eu à subir au cours de sa construction politique.

Je me souviens du pessimisme qui s'est à ce moment-là emparé des philosophies politiques du consensus, misant jusque là sur les *common ground*, et confrontées à l'ampleur démesurée du *hiatus* radical entre différents mondes de valeurs irréductibles, à une incompatibilité axiologique insurmontable. Les partisans de l'universalisme des Droits de l'Homme, en particulier le théoricien Francis Fukuyama ? fervent admirateur de l'ancien président Georges Bush et théoricien hégélien de la fin de l'Histoire ? et d'autres, tels Jürgen Harbermas — jusque là actif artisan d'un agir communicationnel international et pariant sur ses vertus ? achoppent sur les apories abyssales d'une éthique de la discussion fracturée, optant pour de nouvelles approches nettement plus teintées d'incertitudes. Penser le Monde après le 11 septembre 2001 rejoignait à certains égards à la désormais impensable humanité après Autzchitz, du philosophe Vladimir Jankélévitch ou de Teodoro W. Adono1.

Rien n'apparaît dès lors plus improbable que l'émergence d'une *Politique du Monde*. D'une véritable configuration mondiale, donc, qui soit non seulement dotée d'institutions à même de se coordonner en complémentarité avec les systèmes institutionnels étatiques et subétatiques permettant d'assurer l'organisation et la distribution de ses bien de société (justice, paix, citoyenneté…), mais aussi et surtout pensée et se pensant en tant que *société politique* fondée sur un « être-ensemble », et un « vouloir-être-ensemble ». Mais encore, également, caractérisée par la présence d'un espace de débat précédant l'institution de cette société-Monde, lui assurant sa vitalité, conflictuelle ou non, et contribuant donc pleinement à sa dynamique, sans impliquer l'hégémonie d'un programme démocratique particularisé comme cela a largement été le cas du messianisme américain de ces dernières années, avec ses nouvelles croisades afghanes, irakiennes voire coréennes (du Nord) ou encore iraniennes.

Derrière l'élection d'Obama, c'est très certainement la société-Monde qui s'est à nouveau donné rendez-vous. À travers l'expression de la « ferveur » ? que celle-ci soulève le sourire ou l'admiration ? c'est une immense aspiration embryonnaire et convalescente du Monde à « faire société » qui est à même de se réexprimer.

À l'*aposiopèse* des Twin Towers succédait, en août dernier, l'*hypotypose* de Berlin, quoique mesurée et réflexive, et désormais validée et acceptée par l'acte électoral.

Je voudrai rappeler le lien étroit que n'ont cessé d'établir au cours de leur histoire les sciences sociales, entre leurs théories, méthodes, objets, et les contextes historiques et idéologiques dans

lesquels elles s'inscrivaient, pensant un Monde en transformation tout en contribuant à l'interpréter, à en asseoir également les dogmatiques au sens où l'entend l'historien du droit Pierre Legendre, c'est-à-dire à la fois de discours de fondation et d'architectonique de langage assurant la pérennisation de l'espèce.

En ce sens, les perspectives de futurs souhaitables, dont les horizons étaient devenus d'un coup aveugles laissent place à ce seul slogan : « Yes, we *can* ». Pour les sciences sociales, viser à se réemparer de ce programme, ce ne serait ni souscrire à des promesses évanescentes, ni adhérer de manière inconditionnelle à une futurologie démiurge, gageure dans l'air du temps, mais réaffirmer la créativité d'un *agir*, socle philosophique de la modernité des Lumières où elles trouvent une de leurs souches généalogiques, et dont les implications cognitives sur les théories de l'acteur sont saisissantes. En effet, comme trait à trait, les théories de l'action politique du Monde ont subi une métamorphose amère après le 11 Septembre 2001, certainement de l'ordre de celles qu'ont pu subir les différents intellectuels à l'origine du courant de la déconstruction dans les années d'après-guerre.

Et je voudrai encore rappeler tout ce que les horreurs du crime *total*, du meurtre de masse ont pu avoir comme influence sur le pessimisme radical qui a hanté les défenseurs des théories d'un individu *agent*, agi par les grandes structures, écrasé par « la masse » et le système. Croire aujourd'hui en l'*acteur*, et dans les individus acteurs du Monde, ce n'est pas seulement viser à renouveler un programme méthodologique, cognitif encore incertain. C'est aussi rejoindre sans fausse honte ni distanciation cynique cette aspiration balbutiante mais réelle à la refondation politique d'un Monde, engagée sans désillusion et avec lucidité sur les voies de son affirmation. L'élection d'Obama marquera-t-elle ce tournant ? Seuls ? mais cette fois moins solitaires que jamais ? les États-Unis et le Monde de demain y répondront : leurs philosophies politiques reste à tracer.

De Makeba à Obama et retour : instantanés de Saint-Denis.

Saskia Cousin

[Je dédie ce petit texte à la mémoire de mon ami gabonais Ben Bakary, lecteur de Sankara. À sa femme Halima, ivoirienne et à leurs enfants, français]

Myriam Makeba, dite Mama Africa, est morte d'une crise cardiaque le 9 novembre. Elle sortait d'un concert donné à Naples, en soutien à Roberto Saviano, l'auteur de Gomorra. A Naples où six immigrés africains et un Italien ont été assassinés en septembre dernier. Sa mort marque la fin d'une époque, l'élection d'Obama incarne la naissance d'une autre. En ceci, il représente une révolution des images, et, on l'espère sans trop oser le croire, une transformation de la réalité. Retour sur l'élection vue d'un petit bout de banlieue rouge.

Depuis quelques mois, les Tshirt et les badges Obama avaient commencé à fleurir un peu partout à Saint-Denis (93), tout spécialement dans les réunions et les manifestations de soutien aux sans papiers et/ ou aux sans logements. Les enfants métis sont affectueusement rebaptisés « obamini ».

La semaine précédant l'élection, l'excitation est à son comble, certains ne dorment plus, compulsant maladivement tous les sites, les vidéos et les sondages, repassant en boucle les débats. Le tout directement en anglais. Dans cette quête fébrile d'informations, la télévision semble avoir joué un rôle mineur par rapport à internet : chacun voulait voir et entendre le candidat s'exprimer directement, quitte à débattre longtemps sur le sens d'un mot ou d'une phrase. Obama est un formidable professeur d'anglais, mais aussi de science politique, chacun travaillant à comprendre le mode de fonctionnement du système électoral américain. À l'instar peut-être des débats autour du référundum sur le Traité de constitution européenne de 2005, l'élection américaine de 2008 aura été un grand moment d'apprentissage de la vie politique – américaine. On peut mettre en regard cet engouement pour la sociologie électorale américaine avec la totale indifférence que semble susciter le congrès du Parti Socialiste Français.

Le 4 novembre au soir, des groupes se forment pour partager la nuit électorale. Qu'il s'agisse d'aller dans Paris à différentes « nuits américaines », ou de se retrouver entre amis, le stress est à son comble. Toute la journée, les uns et les autres ont exprimé leur scepticisme et leur inquiétude : crainte de l'effet Bradley, suspicion de fraude électoral, mesure de la balance entre les états déterminants, voire peur d'un assassinat.

Une vingtaine de personnes se retrouvent pour la nuit au « 76 », rue Gabriel Péri, dans le plus ancien squat de Saint-Denis. 150 personnes y vivent, certaines installées depuis le début des années 2000. Le « 76 » est un lieu d'accueil connu jusqu'en côte d'Ivoire. Bien que les résidents y vivent sans eau depuis des années et se partagent souvent des garages sans fenêtre, il y a toujours un matelas pour les nouveaux migrants ou pour les expulsés d'Ile-de-France. C'est là notamment qu'a atterri Gaoussou, expulsé en juillet 2007 avec une quarantaine de personne qui campèrent près d'un an devant la mairie de Saint-Denis.

La soirée électorale a lieu chez Sekou Oumar Soy, dans son atelier de tailleur. Fils d'ancien combattant, né au Sénégal avant l'indépendance, Sékou a 54 ans et vit en France depuis 22 ans. Sans papier. Son atelier accueille régulièrement les réunions qui se multiplient depuis le début du mois d'octobre pour débattre d'un problème dramatique : une vingtaine d'enfants vivant au « 76 » sont gravement atteints de saturnisme. A une semaine de l'élection américaine, lors d'une réunion rassemblant une cinquantaine de personnes, on débat chez Sekou de ce qu'il faut faire. Des traitements ont été prescris, les familles vont être évacuées, mais les parents des enfants malades sans titre de séjour ne savent pas ce qui va leur arriver. Comment soigner leurs enfants sans logement et en vivant dans l'angoisse permanente d'une arrestation ?

Dans la salle enfumée où se pressent debout les résidents de l'immeuble, la télé est branchée sur CNN. Chaque fois qu'il est question d'Obama, les visages se tournent et les sourires reviennent sur les visages fatigués et angoissés des parents qui comprennent peu à peu la gravité de l'état de leurs enfants.

Pour trouver des solutions à la situation du « 76 », un collectif des habitants organise les réunions, prévoit les manifs, discute avec les pouvoirs locaux et la sous-préfecture. Ancien étudiant en droit, âgé de 36 ans, Vassindou Cissé est l'un des meneurs de cette lutte. Il a l'habitude. Dans les années 1990, il était responsable à la FESCI, l'association des étudiants et des scolaires de la Côte d'Ivoire2. Comme ailleurs en Afrique, les syndicats étudiants ont une grande influence sur la vie politique : ils sont l'antichambre du pouvoir. Mais lors du coup d'Etat manqué de 1999, Vassindou, comme d'autres, a dû fuir précipitamment alors que les exécutions sommaires se multipliaient. Titulaire d'un titre provisoire de séjour, membre de la section locale du Parti Communiste Français, et associé au conseil de développement de Plaine Commune, il possède la légitimité et la crédibilité nécessaire pour discuter avec les pouvoirs publics et défendre les sans-papiers du « 76 ». Comme beaucoup, il s'est passionné pour l'élection d'Obama et a veillé toute la nuit du 4 novembre chez Sékou. Oubliant la fatigue des métiers qu'ils additionnent pour survivre – gardiens, veilleurs, manœuvres – ils ont beaucoup discuté, beaucoup débattu autour d'un thé, entre hommes. « Obama, pour nous, c'est un symbole » m'explique-t-il. « Après tout ce que l'Homme Noir a vécu, après l'esclavage, après ce que représentait pour nous les USA… Lui dont le père est africain est devenu l'homme le plus puissant du monde ! C'est la preuve que le monde est en train de changer. Bien sûr cela ne va pas changer notre quotidien, mais ça va peut-être changer le regard des Occidentaux sur l'Africain, et aussi favoriser les unions mixtes, faire tomber les barrières ».

Toute la nuit du 4 novembre, les hommes ont zappé de chaînes en chaînes, revenant à CNN. Toute la nuit, ils ont eu peur : « jusqu'à 5 h, on n'y croyait pas. Et là, il y a eu l'Ohio. Là, on a crié, crié. On a oublié tous les gens qui dormaient, on criait ! »

L'élection d'Obama fait rêver Vassindou. Il voudrait continuer à faire de la politique. Non plus en Côte d'Ivoire, mais en France : « j'ai toujours voulu faire de la politique, mais là je me projette, je peux voir plus loin, je peux me préparer à une carrière politique pour demain ». Dans le même temps, il dit qu'il est conscient que la France n'est pas prête, que les partis, surtout, ne laissent aucune place à la diversité, parce que les poids lourds sont trop occupés à se disputer pour imaginer la venue de nouvelles têtes : « peut-être aussi que les Africains ne s'impliquent pas assez dans la politique mais je pense quand même que c'est à 80% la responsabilité des partis ». Lui qui est adhérent au Parti Communiste Français et lutte jour et nuit contre la politique du Ministère de l'immigration note que « Sarkozy est le seul des grands partis à avoir donné une place à des noirs ou des arabes. Parce que le PS, à part Kofy Niam Niam… ».

Les élus de Seine-Saint-Denis ont senti, plus que les autres encore, l'intérêt de s'associer à la *success story* d'Obama et les espoirs qu'elle suscite. Le 5 novembre, la mairie communiste de Bobigny (93) a déployé une banderole avec inscrits les mots de Martin Luther King « I have a dream. Bobigny dit merci ». Sur son blog, Claude Bartolone, nouveau président du Conseil Général et député PS de la Seine-Saint-Denis salue la victoire tout en dénonçant la chasse aux sans-papiers, etc. Mais la diversité au Parti Socialiste reste un mot qui n'a strictement aucune importance quand les enjeux de pouvoir se font cruciaux.

L'élection est terminée, les commentateurs politiques tentent de prendre du recul. Mais à Saint-Denis, Obama est toujours au centre des débats. Le 10 novembre, alors que je fais des courses dans une boutique de produits exotiques nommée « dépôt vente », j'entends les bribes d'un débat animé qui se tient dans la pièce attenante à la boutique. Armée de mon huile de palme et de ma sauce graine, je fais mine de chercher une épice sénégalaise pour écouter les conversations. Pour les garçons qui débattent, il est question de savoir ce qui a permis la réussite du nouveau président des Etats-Unis. Les avis sont plus que partagés, certains insistant sur le fait que « si cela a marché, c'est qu'il n'est pas vraiment noir ». Pendant ce temps, la vendeuse rabroue un client entreprenant qui la tutoie. Celui-ci répond « et alors, ma sœur, on se tutoie, on n'est pas des blancs ! ». Je proteste que ce n'est pas une insulte, et la vendeuse me fait sèchement remarquer que « mon épice-là, (elle) ne peut pas me répondre parce qu'elle est haïtienne et la boutique aussi ». Le discours post-racial de Obama n'est pas entré dans toutes les têtes, me dis-je, mais sa remarque est imparable.

Dans la pièce d'à côté, les garçons sont finalement tombés d'accord sur le fait que noir ou métis, une telle *success story* ne serait pas possible en France : « ce n'est pas parce qu'il est métis que ça a marché, c'est parce qu'il est Américain » concluent-ils ! Pendant ce temps, je prends un cours de cuisine grâce à un monsieur qui m'explique l'utilisation des petits sachets d'épices qui s'amoncellent sur les étagères, les nommant en plusieurs langues. Finalement, si : il y a quelque chose de post-racial dans le consensus qui s'installe entre les jeunes haitiens.

Pour Vassindou, l'élection d'Obama peut peut-être changer la politique américaine en Afrique. Du moins, il le souhaite : « Obama ne pourra pas soutenir les dictatures, fermer les yeux sur les dénis de démocraties, les fraudes électorales, les exactions, comme il y a eu dernièrement dans le pays de son père, au Kenya ». Surtout, il espère que l'élection aura des effets sur la manière de faire de la politique en Afrique : « Par exemple, Alassanne Ouattara , il n'a pas pu se présenter en Côte d'Ivoire parce que son père n'était pas ivoirien ! et maintenant qu'Obama a été élu alors que son père est kenyan, on ne pourra plus dire cela. Il faut du sang neuf pour la politique africaine. Le symbole Obama va aider ».

Passé l'enthousiasme récurrent, un avis semble partagé par tous mes amis africains, quelque soit leur nationalité d'origine ou actuelle, leur classe sociale, leur niveau de revenu : quoiqu'il arrive ensuite, on ne leur volera pas le bonheur et la fierté de cette élection.

À l'exception de Mandela, tous ceux qui incarnaient des modèles de luttes pour l'instauration de la démocratie et les droits civiques sont morts de mort violente : Patrice Lumumba, Martin Luther King, ou encore Thomas Sankara, le héros des trentenaires.

Même si je le savais intellectuellement, je n'avais pas réalisé à quel point nous *tous* étions orphelins de *cette histoire-là* de l'Afrique. Les larmes qui nous ont secoué le 5 novembre au petit matin ne disent rien de plus. La fin d'un deuil.